



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 18/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP OUEST**

6 rue Nathalie SARRAUTE  
TSA 60504  
44200 Nantes

Références : MB/VLF/E/2025  
Code AIOT : 0005514199

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement SARP OUEST implanté route de Larmor La Vraie Croix 56270 Plœmeur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OUEST
- Route de Larmor La Vraie Croix 56270 Ploemeur
- Code AIOT : 0005514199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST exploite sur le site de PLCEMEUR une installation de transit et de regroupement de déchets industriels, dangereux et non dangereux. Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 2 décembre 2005, modifié par arrêtés complémentaires du 27 novembre 2018 (agrément huiles usagées) et du 10 novembre 2016 (mise en conformité IED).

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 10/11/2016, article article 2	Demande d'action corrective	4 mois
2	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – I SME4. et 5.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – III	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – II	Demande d'action corrective	2 mois
10	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – X. VLE	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – I Gestion des flux de déchets)	Sans objet
8	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – VII -a	Sans objet
9	Mise en œuvre IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – VII – g	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se mettre en conformité avec la réglementation IED.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/11/2016, article article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau de classement de la nomenclature de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2005 est modifié comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2716-2 : 62 m3 (NC)</li><li>- 2718-1 : 94 tonnes (A)</li><li>- 3550 : 100 tonnes (A)</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par transmission du 29 juin 2020 l'exploitant a adressé à Monsieur le préfet du Morbihan un Porter à Connaissance (PAC) dans lequel il prévoit notamment l'augmentation de la quantité de déchets dangereux stockés sur site (de 94 à 207 tonnes). Ce PAC n'a pas donné lieu à une suite de la part de l'inspection. Interrogé sur la quantité de déchets dangereux présente le jour de la visite, l'exploitant précise que la capacité de stockage maximale s'établit plutôt autour de 130 tonnes et est contrainte par la capacité physique des installations. Les déchets dangereux concernés sont les eaux hydrocarburées et les boues hydrocarburées (issues du nettoyage des séparateurs). Par ailleurs il est précisé que le stockage d'huiles usagées va être remplacé par un stockage de graisse (DND).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet du Morbihan un PAC actualisé au regard des évolutions du site depuis 2020 (rubriques, types de déchets...). Il conviendra également de mettre à jour les panneaux placés en entrée de site et qui précisent les types et quantités de déchets autorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 2 : Programme de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme d'auto-surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur

l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas établi de document présentant le programme de surveillance mis en œuvre. Il exerce cependant une surveillance de ses rejets aqueux, comme l'en atteste la consultation de la base de données GIDAF et les documents présentés à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit élaborer son programme de surveillance en veillant à ce qu'il comporte la totalité des informations requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Deux piézomètres, au moins, sont implantés en aval du site et un piézomètre, au moins, est implanté en amont. La définition de l'implantation des piézomètres est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. Dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis au moins une fois tous les ans, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe au droit de chaque piézomètre. Les échantillons prélevés font l'objet d'analyses sur les paramètres suivants : pH, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux, Phénol, BTEX, COHV, Métaux totaux, HAP.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas mis en place les piézomètres prescrits et par voie de conséquence n'assure pas la surveillance des eaux souterraines. Il indique avoir informé l'inspection de l'impossibilité d'effectuer cette surveillance du fait de la nature du sous-sol, sur socle granitique (absence de nappe souterraine).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre à l'inspection une étude hydrogéologique justifiant ses déclarations. Sur cette base il sera évalué si cette prescription doit être conservée ou abrogée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Mise en œuvre IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – I SME4. et 5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures et contrôles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Organisation et responsabilité ;</li> <li>b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;</li> <li>c) Communication ;</li> <li>d) Participation du personnel ;</li> <li>e) Documentation ;</li> <li>f) Contrôle efficace des procédés ;</li> <li>g) Programmes de maintenance ;</li> <li>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</li> <li>i) Respect de la législation sur l'environnement ;</li> </ul> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</li> <li>b) Mesures correctives et préventives ;</li> <li>c) Tenue de registres ;</li> <li>d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de procédures adaptées à l'activité et aux enjeux du site répondant aux obligations du SME. En particulier l'inspection a constaté la présence d'un organigramme définissant le rôle de chacun, de fiches réflexes en cas d'incidents, de résultats de surveillance. Il indique réaliser une veille réglementaire.</p> <p>Des audits internes sont menés depuis 2024.</p> <p>L'exploitant dispose des informations néanmoins une meilleure formalisation est attendue.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit formaliser son SME en veillant à sa complétude.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Mise en œuvre IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 – III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

[...]

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

**Constats :**

Les activités exercées sur le site ne sont pas à l'origine de flux gazeux. En ce qui concerne les flux aqueux deux catégories d'effluents sont recensés :

- les eaux pluviales potentiellement souillées,
- les eaux de process, ou résiduaire, qui correspondent à des eaux pluviales issues des zones de stockage des déchets dangereux et les eaux de lavage des camions.

L'exploitant doit formaliser l'inventaire des flux.

Il indique ne pas connaître les flux d'effluents aqueux.

Il n'a pas identifié de manière spécifique les "substances pertinentes" (IV-b de l'arrêté du 17 décembre 2019).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de connaître les flux d'effluents aqueux (prescription explicite de l'annexe 2-IV de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019), en particulier concernant les eaux de process.

Il doit également identifier les substances pertinentes en lien avec son activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Mise en œuvre IED**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – I Gestion des flux de déchets)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée

**Prescription contrôlée :**

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et respectée, compte-tenu des caractéristiques des déchets et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockées est régulièrement contrôlées et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.



<p><b>Constats :</b></p> <p>La capacité maximale des différents stockages est indiquée sur chaque zone de stockage et en entrée de site (à revoir dans le cadre du PAC). Ces capacités sont physiquement limitées et les évacuations réalisées très régulièrement. L'exploitant dispose d'un outil de suivi des stockages. Le temps de séjour maximal des déchets est également indiqué (90 jours) mais n'est jamais atteint. Le temps de séjour moyen est d'une semaine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Mise en œuvre IED**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opération de manutention et transfert</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure. Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels. Si l'installation procède à des mélanges de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées au mélange.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a établi des procédures pour les phases de chargement/déchargement des déchets. Il est néanmoins constaté que le sol au niveau de la zone de dépotage des eaux hydrocarburées présente des traces de déversement. Aucun mélange de déchets n'est effectué. Les déchets sont apportés uniquement par du personnel de la SARP qui surveille également le transfert des déchets sortants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller à éviter les déversements au sol durant la phase de dépotage. Le constat effectué révèle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit la procédure existante est inadaptée et doit être revue,</li> <li>- soit le personnel est insuffisamment formé et l'exploitant doit faire le nécessaire,</li> <li>- soit les règles sont adaptées, le personnel ne les respecte pas et dans ce cas l'exploitant doit prendre les mesures pour les faire respecter.</li> </ul> <p>Un plan d'action est attendu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



N° 8 : Mise en œuvre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – VII -a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Technique d'optimisation de la consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- des plans d'économie d'eau ;</li><li>- une optimisation de la consommation d'eau de lavage ;</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site consomme de l'eau, essentiellement pour le lavage des véhicules et le remplissage des camions d'hydrocurage (réalisé sur des bornes à l'extérieur du site). Les consommations font l'objet d'un suivi. L'exploitant indique que la consommation d'eau sur site en 2024 était de 1385m3 et qu'elle sera aux alentours de 300m3 en 2025 (modification des conditions d'exploitation). A cela il faut ajouter environ 80m3/mois pour les camions d'hydrocurage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 9 : Mise en œuvre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – VII – g
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture des zones de stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.
<b>Constats :</b>  Les boues hydrocarburées sont stockées à l'abri et les eaux hydrocarburées sont stockées en cuves. Il n'y a pas d'autres déchets dangereux sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 10 : Mise en œuvre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – X. VLE
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE) applicables à toutes les installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduelles respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : MES : 60mg/L fréquence de surveillance mensuelle ; DCO : 180mg/L fréquence de surveillance mensuelle

COT : 60mg/L fréquence de surveillance mensuelle

**Constats :**

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant le 17 septembre 2019 a conduit Monsieur le Préfet du Morbihan a rappelé, dans un courrier adressé le 22 février 2021, les VLE applicables à compter du 17 août 2022 :

DCO : 125mg/l fréquence de surveillance mensuelle

MEST : 35mg/l fréquence de surveillance mensuelle.

L'exploitant n'a pas connaissance de ces VLE liées à l'application de la réglementation IED.

L'exploitant déclare réaliser une analyse tous les mois sur ces rejets. Les résultats ne sont pas déclarés sur GIDAF (qui n'a identifié qu'un point de rejet correspondant aux eaux pluviales).

Ces eaux étant déversées dans le réseau d'eaux usées communal et traitées par la station d'épuration, une convention de rejet a été établie avec le gestionnaire de la station.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se conformer aux nouvelles valeurs limites en ce qui concerne les paramètres DCO et MEST. L'arrêté ministériel du 02/02/1998 continue de s'appliquer sur les autres paramètres. Un point de rejet devra être ajouté dans GIDAF (actuellement seulement les eaux pluviales) afin que l'exploitant puisse déclarer les résultats des analyses menées sur les rejets des eaux résiduaires.

L'exploitant transmettra à l'inspection la convention de rejet à la station d'épuration ainsi que les résultats des dernières analyses menées sur ces rejets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois